

# POLITIQUES MÉDITERRANÉENNES

entre logiques étatiques  
et espace civil

*Une réflexion franco-allemande*

sous la direction de  
Jean-Robert Henry et Gérard Groc



KARTHALA - IREMAM

# 5. La dimension franco-allemande du conflit yougoslave (publié en 2000)

Paul GARDE\*

p. 73-89

## TEXTE INTÉGRAL

\* Professeur émérite à l'Université de Provence.

1

2Le conflit yougoslave, qui a surgi à la fin des années **1980**, et a pris une forme sanglante de **1991** à **1995**, n'aurait pas dû avoir une dimension franco-allemande. Le moment où il éclate est précisément celui où la France et l'Allemagne sont entrées dans une alliance plus étroite que jamais ; où est négocié, puis signé et ratifié le traité de Maastricht, où celui de Schengen a aboli les frontières ; c'est l'époque où les consultations franco-allemandes au plus haut niveau sont permanentes. Jamais l'idée d'une opposition entre les deux anciens « **ennemis héréditaires** » n'a paru plus anachronique ; jamais, malgré la naturelle compétition économique, leurs intérêts n'ont été plus convergents.

3Pourtant, dès qu'un conflit imprévu et sans précédent depuis un demi-siècle éclate sur le sol européen, et ceci dans les lieux mêmes qui avaient vu naître la première guerre mondiale, on assiste à une profonde divergence entre les diplomaties des deux pays, et aussi, dans une certaine mesure, entre leurs opinions publiques ; comme si quarante ans de construction européenne n'avaient jamais existé.

4C'est que, s'agissant d'une région proche de leurs frontières, mais dont les deux pays, pendant un demi-siècle de titisme, avaient presque oublié l'existence, la réflexion critique sur les antagonismes d'autrefois n'avait jamais eu le loisir de se développer. Les réflexes hérités du passé se sont soudain réveillés, faisant oublier les réalités du présent.

## Le passé

5Dans le passé (depuis la conquête ottomane des Balkans jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale), la France d'une part, les puissances germaniques (Empire des Habsbourgs et/ou Reich allemand, selon les époques) de l'autre ont des approches opposées de l'espace balkanique, et plus particulièrement sud-slave, des trois points de vue de la chronologie, de la géographie et de la culture politique.

## La chronologie

6L'intérêt des pays germaniques pour ces régions est structurel, permanent ; celui de la France est conjoncturel, et donc intermittent. Les peuples germanophones sont en contact direct avec les Slovènes depuis l'arrivée de ces derniers dans les Alpes orientales au VII<sup>e</sup> siècle. Les provinces Slovènes dépendent de l'Empire franc, puis germanique depuis

l'époque de Charlemagne ; deux d'entre elles, la Carinthie et la Styrie, aujourd'hui autrichiennes en tout ou en partie, sont fortement germanisées. La Croatie voisine s'est trouvée liée aux pays germaniques depuis l'élection de **Ferdinand de HABSBOURG** comme roi par la Diète de Croatie en 1527. Dès cette époque l'Empire des Habsbourgs est en guerre constante contre les Turcs sur le territoire sud-slave. Il s'appuie, pour combattre cet adversaire, sur les soldats « frontaliers » (all. *Grenier*, s.-cr. *graničari*) recrutés sur place, comprenant des catholiques (Croates) et, en plus grand nombre, des orthodoxes (Serbes). Les troupes autrichiennes s'enfoncent à plusieurs reprises plus au sud, à l'intérieur des Balkans : en **1693**, le prince **Eugène de SAVOIE** envahit la Bosnie et pille Sarajevo ; de **1718 à 1739** les Autrichiens occupent la quasi-totalité de la Serbie.

7Après chaque incursion de ce genre, l'Autriche accueille des réfugiés chrétiens qui ont « **collaboré** » avec elle et fuient la reconquête ottomane. Après l'expédition de Bosnie, de nombreux Croates de ce pays se réfugient en Slavonie, et en 1690 c'est la « grande migration » qui amène plusieurs dizaines de milliers de Serbes, conduits par leur patriarche **Arsenije III CRNOJEVIC**, au nord du Danube et de la Save dans l'actuelle Voïvodine ; nouvelle vague de migration dans le même sens en **1739**. C'est dans le cadre de l'Empire des Habsbourgs que se développent pendant tout le XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle la culture croate, mais aussi la culture serbe, dont le principal centre est justement la Voïvodine. Vienne sera le principal lieu de rencontre des intellectuels sud-slaves, comme le Slovène **Jernej KOPITAR** et le Serbe **VUK KARADZIC**. Après les guerres napoléoniennes, l'Autriche annexe la Dalmatie, et, de **1878 à 1918**, elle occupe et colonise la Bosnie, où elle a laissé des traces profondes. Au même moment, l'ensemble des pays balkaniques devient un marché pour l'industrie allemande, et le restera après **1918**, quand l'Empire des Habsbourgs aura disparu et que l'influence politique du Reich aura très provisoirement diminué. Toute la péninsule est sous occupation nazie pendant la deuxième guerre mondiale. Partout (sauf dans le nord de la Slovénie directement annexé au Reich), des régimes satellites sont installés. Dans l'après-guerre, la Yougoslavie titiste est politiquement très éloignée de l'Allemagne, mais les liens économiques sont plus forts que jamais.

8Pour la France au contraire, l'intérêt pour l'intérieur des Balkans, en général et pour l'espace yougoslave en particulier, est conjoncturel. En lutte perpétuelle contre la maison d'Autriche puis contre l'Allemagne, la France ne s'intéresse au sud-est du continent que dans la mesure où elle peut y trouver un appui dans ces conflits. C'est la recherche traditionnelle d'une « alliance de revers » qui, au nord de l'Europe, rapprochera la France, selon les époques, de la Suède, de la Pologne ou de la Russie. Au sud, on verra deux manifestations de cette politique. A partir du XVI<sup>e</sup> siècle, la France recherche contre l'Autriche l'alliance de l'Empire ottoman. Au début du XX<sup>e</sup>, celui-ci n'est plus que l'« Homme malade », mais les nouveaux royaumes balkaniques commencent à s'affirmer. Le Quai d'Orsay découvre alors la Serbie. Ce petit pays, depuis le « **Projet** » (*Načertanije*) d'**Illija GARASANIN** en **1844** affiche l'ambition de s'agrandir en libérant les régions réputées serbes soumises à la Turquie ou à l'Autriche. Le coup d'État de **1903** a éliminé le roi **Alexandre OBRENOVIC**, trop favorable à Vienne, et amené au pouvoir la dynastie des Karadjordjevic et le parti radical de **Nikola PASIC**. Ceux-ci sont prêts à reprendre la

politique d'expansion dirigée contre les deux empires, et ils se tournent vers la Russie et vers son alliée, la France. Celle-ci joue à fond la carte serbe, avec un succès éclatant, puisqu'en **1918** l'Empire des Habsbourgs cesse d'exister et que le royaume des **KARADJORDJEVIC** (désormais « **Yougoslavie** »), ayant quadruplé sa superficie, s'étend jusqu'aux crêtes des Alpes juliennes et coupe aux puissances germaniques l'accès à l'Adriatique. L'influence française sera prépondérante dans les Balkans jusque dans les années **1930**, avec les systèmes d'alliance (Petite Entente, Entente balkanique) tous axés sur la Yougoslavie et la Roumanie. Mais dans le demi-siècle suivant, quand la région tombe sous la domination nazie, puis sous les régimes communistes, de nouveau la France n'a plus de politique balkanique et les problèmes de la péninsule sont oubliés.

## La géographie

<sup>9</sup>Ces péripéties historiques sont commandées par une réalité géographique. Les pays germaniques (par l'Autriche) sont au voisinage direct des peuples sud-slaves, la France en est séparée par les espaces germanique et italien. Ljubljana n'est qu'à **300** km de Munich, mais à **800** km de Nice. Le contact avec ces régions est direct pour les pays germaniques, il est indirect pour la France. **Plus précisément, il est continental pour les Allemands, maritime pour les Français**, pour qui les régions les plus familières des Balkans ont toujours été leur littoral méridional : Grèce, Détroits. Ainsi pour l'Allemagne et l'Autriche, les Balkans sont un élément de leur politique continentale ; pour la France, ils sont un prolongement de la politique méditerranéenne, proche-orientale, pour ne pas dire coloniale. Le symbole de cette disparité est le fait qu'à Paris les langues slaves ainsi que le roumain et le hongrois sont enseignés à l'École des langues orientales (aujourd'hui INALCO), ce qui plonge dans la stupeur les usagers de ces langues, mais aussi les Allemands pour qui le terme « **orientalisme** » a un tout autre sens.

<sup>10</sup>C'est du fait de la proximité continentale que des liens multiples se sont développés entre les pays germaniques et sud-slaves. L'appartenance commune de membres de ces deux communautés linguistiques à un même empire pendant quatre siècles (plus si on compte la Slovénie) n'a pas été sans conséquences. Toute la partie nord de l'ex-Yougoslavie : Slovénie, Croatie, Voïvodine (serbe), **participe à une même civilisation matérielle austro-hongroise** ou centre-européenne, sensible dans l'architecture, le mode de vie, l'alimentation, certaines habitudes de la vie intellectuelle. La langue allemande, *koiné* de l'Empire des Habsbourgs, y a été un outil de communication important dans le passé : qu'on songe aux pièces de **Miroslav KRLEZA** mettant en scène des officiers croates de l'armée autrichienne, qui mêlent constamment des phrases allemandes à leurs dialogues en croate. Elle a encore de fortes positions aujourd'hui. Les régions situées plus au sud ont conservé une culture matérielle très différente, « **balkanique** » ou « **ottomane** », mais la langue et l'influence culturelle germaniques y ont pénétré aussi : en Serbie à cause du rôle majeur

joué dans la culture de ce pays, au XIX<sup>e</sup> siècle, par les Serbes de Voïvodine, et en Bosnie à cause des quarante ans d'occupation, puis d'annexion austro-hongroises après **1878**.

11 Les liens économiques n'ont jamais cessé d'être très étroits. Les Balkans agricoles sont depuis le XIX<sup>e</sup> siècle un marché privilégié pour l'industrie germanique (autrichienne et allemande) et cette situation a perduré imperturbablement sous tous les régimes : au XIX<sup>e</sup> siècle pour la Serbie indépendante autant que pour les régions soumises aux Habsbourgs ; au XX<sup>e</sup> siècle pendant les périodes d'affaiblissement politique de l'Allemagne (après les deux guerres) autant que dans ses périodes de puissance (deuxième guerre mondiale, postcommunisme). Depuis les années **1960**, le tourisme qui s'est développé sur la côte adriatique est principalement allemand et autrichien, et à partir des années **1980**, avec la dépréciation galopante du dinar, **le *deutsche Mark* est devenu l'unité de compte usuelle dans toute la Yougoslavie**. Aujourd'hui, avec la guerre, il est la seule monnaie utilisée en Bosnie, et il est resté d'usage courant dans toutes les autres républiques, où il joue le rôle dévolu au dollar dans d'autres régions du monde.

12 A cela s'ajoutent les liens démographiques. L'Empire des Habsbourgs avait implanté, surtout au XVIII<sup>e</sup> siècle, de nombreux groupes de colons allemands, dits « Souabes », dans diverses régions : autour de Kočevje (Gottschee) en Slovénie, en Slavonie orientale (Croatie) et surtout en Voïvodine (Serbie). Au recensement de **1931**, les Allemands étaient **497 000** en Yougoslavie, dont **333 000** en Voïvodine. Tous furent expulsés en **1945**. Mais à partir des années **1960** s'est développé un courant migratoire en sens inverse : des Yougoslaves vont chercher du travail à l'étranger, et l'Allemagne est en Europe le premier pays d'accueil (devant la Suède, l'Autriche et la Suisse). On estime à **un million** environ le nombre des *Gastarbeiter* yougoslaves en RFA. Ils sont issus de toutes les républiques sans exception, même si les Croates sont les plus nombreux. Émigration souvent provisoire, ce qui entretient un va-et-vient permanent entre les deux pays. Cette situation s'est poursuivie durant la récente guerre, l'Allemagne accueillant **320 000** réfugiés bosniaques (contre **15 000** pour la France).

13 Ces relations étroites n'ont pas toujours été harmonieuses, loin de là. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les Slovènes et les Croates se sont défendus désespérément contre la germanisation. La Serbie, tout au début de son indépendance, s'est appuyée sur l'Autriche voisine contre les Turcs, mais très vite elle a vu en elle l'obstacle majeur à l'unification des populations serbes, surtout après l'occupation autrichienne de la Bosnie. La lutte de la Serbie contre l'Autriche, appuyée par l'Allemagne, débouche sur la première guerre mondiale, où l'occupation autrichienne en Serbie s'accompagne de violences et d'atrocités. La deuxième guerre mondiale, avec toutes ses horreurs, développe un sentiment antiallemand chez tous les peuples yougoslaves sans exception, et l'expulsion de la minorité allemande en **1945** est particulièrement brutale. Mais ces conflits impitoyables sont la contrepartie d'une très ancienne familiarité.

14 Pour la France au contraire, les espaces yougoslaves ont longtemps été ***terra incognita***. La monarchie française n'avait pas les moyens d'agir politiquement sur les lointains arrières continentaux des Habsbourgs, et les relations commerciales avec les Balkans

passaient par la mer et s'orientaient vers les côtes méridionales de la péninsule, non vers l'Adriatique.

15 Cette dernière mer n'entrera que pour une très courte période dans la sphère d'intérêts français, dans les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle, quand notre pays est gouverné par un empereur corse qui a chaussé les bottes de la République de Venise, et qui s'intéresse aux routes continentales des Balkans parce que le blocus anglais a fermé les itinéraires maritimes. Ayant détruit la Sérénissime et s'étant rendu maître du « **Royaume d'Italie** », **Napoléon** annexe en **1805**, après Austerlitz, la Dalmatie, et y ajoute en **1809**, après Wagram, le sud de la Croatie et la plus grande partie de la Slovénie, pour former les « **Provinces illyriennes** », capitale Ljubljana, directement rattachées à l'Empire français jusqu'à la chute de ce dernier en **1814**. Ces neuf années sont les seuls moments dans l'histoire où la France aborde les Balkans par l'Ouest, et où elle entre en contact avec des populations Slovènes et croates. L'action modernisatrice menée par le régime napoléonien laissera des traces : Ljubljana est la seule capitale d'Europe où se dresse un monument à Napoléon. Les « **Provinces illyriennes** » légueront leur nom au mouvement « **illyrien** », qui est la forme initiale de la renaissance nationale croate et de l'idée yougoslave dans la première moitié du siècle.

16 Mais la France elle-même cesse d'être active dans la région après le congrès de Vienne, quand ces mêmes provinces sont devenues ou redevenues autrichiennes. Sa politique balkanique part à nouveau des côtes de la mer Égée et de la mer Noire, avec l'appui aux indépendances grecque et, plus tard, roumaine, et la guerre de Crimée. Après **1903** enfin, c'est le soutien à la Serbie lors des guerres balkaniques, puis de la première Guerre mondiale. Dans ce conflit, la Serbie et le Monténégro, directement agressés par l'Autriche, sont les deux premiers alliés balkaniques, la Grèce et la Roumanie ne suivront que plus tard et de mauvais gré. C'est par mer et par le sud encore que la France aborde la péninsule, en envoyant sa flotte recueillir les troupes serbes en retrait sur les côtes albanaises, en débarquant une armée à Salonique, et en menant pendant deux ans de durs combats sur le « **front d'Orient** » (terme caractéristique). En **1918**, cette même armée remonte vers le nord, avec ses alliés anglais et serbes, traversant toute la future Yougoslavie jusqu'aux portes de Vienne.

17 L'année **1918** représente le triomphe apparent de la diplomatie française, qui organise toute l'Europe centrale et balkanique pour créer un barrage (combien fragile) contre l'Allemagne et l'URSS. Le nouveau royaume de Yougoslavie, agrandissement de celui de Serbie, en est une des pièces maîtresses. Il accueille l'influence politique, diplomatique, militaire, culturelle de la France, ainsi que ses capitaux, par exemple dans les mines de Bor en Serbie. Mais cette idylle dure peu. En **1934**, l'assassinat du roi **Alexandre** à Marseille montre à tous que la France ne sait pas protéger ses clients, quatre ans plus tard Munich en apporte une preuve plus éclatante encore. **La leçon est comprise : les pays balkaniques se détournent de la France et se rapprochent de Hitler sans même attendre notre défaite de 1940. Cette influence perdue ne sera plus jamais regagnée.**

## La culture politique

18 La France est au moins depuis le XVII<sup>e</sup> siècle un État fortement centralisé, hostile à tout particularisme régional et à toute espèce de fédéralisme. Les pays germaniques au contraire ont toujours connu des structures décentralisées : Saint Empire, Confédération germanique, Zollverein, II<sup>e</sup> Reich bismarckien, République de Weimar, aujourd'hui RFA. Il n'y a eu dans toute l'histoire allemande que deux parenthèses centralistes : le III<sup>e</sup> Reich hitlérien et la RDA stalinienne. L'Autriche, elle aussi, laissait depuis toujours une large place aux autonomies locales et aux particularismes nationaux (sauf sous le régime centraliste de **BACH** entre **1849** et **1867**, qui fut un échec). Dans l'Autriche-Hongrie d'avant **1918**, des Diètes provinciales fonctionnaient partout, dont six rien qu'en pays sud-slave (Carniole, Styrie, Istrie, Dalmatie, Croatie, Bosnie-Herzégovine). La Croatie avait son vice-roi (*ban*), sa Diète (*Landtag, sabor*), sa milice territoriale (*Heimwehr, domobranstvo*). Partout l'enseignement était dispensé dans les langues locales.

19 Sur ce point comme sur d'autres, le Reich hitlérien a rompu avec la tradition germanique et autrichienne. Il a entretenu jusqu'en **1941** les meilleurs rapports avec le royaume unitaire des **KARADJORDJEVIC**, qui l'a aidé à réaliser l'Anschluss de l'Autriche. La rupture d'avril **1941**, quand le gouvernement yougoslave qui venait de signer le pacte tripartite fut renversé par un coup d'État à Belgrade, a pris **HITLER** par surprise. Il a dû improviser en toute hâte une politique de rechange : morceler la Yougoslavie et, faute d'avoir préparé une solution, livrer la Croatie à un client de **MUSSOLINI**, **Ante PAVELIC**, sans racines dans le corps politique croate. Ce dernier devait de son côté rompre avec les traditions croates de compromis en créant un État unitaire qui se voulait monolithique, et qui se signala par une politique particulièrement sanguinaire.

20 Le modèle centraliste français avait peut-être certains traits communs avec celui de l'Empire ottoman (sauf pour l'exclusivisme linguistique, que ce dernier État ignorait), en tout cas il fut tout naturellement adopté par tous les pays balkaniques qui s'étaient, par la révolte armée ou l'action diplomatique, libérés de la domination turque : Grèce, Bulgarie, Roumanie, Serbie. Au contraire, les peuples soumis à l'Autriche : Slovènes, Croates, Serbes de Voïvodine et des Confins, Roumains de Transylvanie, avaient lutté pour leur liberté dans un cadre décentralisé et souhaitaient en jouir dans ce même cadre. Il y avait d'un côté une culture du tout ou rien, de l'autre une habitude des compromis et des demi-mesures. Après **1918**, ces deux traditions entrèrent directement en contact, et bientôt en conflit. Cela se produisit en Roumanie et plus nettement encore dans la nouvelle Yougoslavie. Ce dernier État reposait sur une ambiguïté permanente : aux yeux des uns, il était le fruit d'un contrat entre plusieurs peuples, pareil aux anciens « compromis » (*Ausgleich, sporazum*) austro-hongrois ou hungaro-croate. Pour les autres, il n'était qu'un agrandissement du royaume ultra centralisé de Serbie. La Yougoslavie monarchique devait réaliser intégralement ce second modèle, la fédération titiste se rapprocher, avec des nuances et des hésitations, du premier.

- **1** G. Krivokapic, « Politique intérieure du royaume des Serbes, Croates et Slovènes (SCS) vue par les (...) »

21 La France après **1918** encouragea tout naturellement l'adoption du modèle centriste en Yougoslavie. Selon l'historienne serbe **Gordana KRIVOKAPIC**, qui cite des déclarations de

Clémenceau et d'autres sources officielles françaises, « **c'était un État qui, pour la diplomatie française, était supposé devenir, d'une manière exclusive, unitaire et unifié, car seulement en tant que tel il « boucherait» toutes les directions de pénétration vers ses côtes, surtout des Allemands. Belgrade et la Serbie étaient considérés par les Français comme le centre d'unification des pays slaves, organisés dans une monarchie constitutionnelle, parlementaire et unitaire... D'autre part, les idées fédéralistes présentes dans l'organisation du nouvel État yougoslave (de même que ses séparatismes) ont été perçues comme un aspect de l'héritage austro-hongrois, comme le syndrome d'une mentalité politique rétrograde**<sup>1</sup> ». Aussi, dans ces années-là, la France intervient-elle avec constance pour mettre en garde les Yougoslaves contre toute tentation fédéraliste.

<sup>22</sup>Plus tard, à partir des années **1930** et jusqu'à nos jours, la France n'eut plus les moyens d'influer sur l'organisation interne de la Yougoslavie. Mais les présupposés qui avaient guidé cette politique sont restés présents dans les cercles dirigeants et dans l'opinion française : croyance en une « **nation yougoslave** » unique qu'on distingue mal de la nation serbe, sous-estimation donc de la diversité du pays, identification plus ou moins complète de la Yougoslavie et de la Serbie ; sous la première Yougoslavie, hostilité aux tendances fédéralistes, sous la seconde, ignorance du caractère fédéral du pays, de son évolution et de ses problèmes.

- **2** Sur les rapports entre de Gaulle et Mihailovic, voir Predrag Matvejevitch, *Le monde ex*, Paris, Fa (...)
- **3** Joseph Krulic, *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 1993, p. 213.

<sup>23</sup>C'est ainsi qu'à propos de la deuxième guerre mondiale le mouvement tchetnik du général **Draža MIHAILOVIC** est perçu seulement comme résistant et anticommuniste, mais son caractère nationaliste serbe et ses massacres des populations musulmanes sont ignorés, de même que sa collaboration avec l'occupant italien et allemand. D'où, par exemple, l'admiration qu'éprouvait **de GAULLE** pour **Mihailović**, à qui il décerna en **1943** l'ordre des Forces françaises libres et en qui il voyait (bien à tort) son propre homologue yougoslave<sup>2</sup>. Après la guerre, les publications françaises traitant de la Yougoslavie s'intéressent avant tout à l'autogestion que la plupart des Yougoslaves considéraient comme un leurre (on a pu soutenir que « l'autogestion yougoslave est un mythe français<sup>3</sup> »), mais ne traitent pratiquement jamais des problèmes de la fédération et des rapports entre les républiques et les peuples yougoslaves, qui étaient pourtant leur préoccupation majeure.

<sup>24</sup>Résumons : les Allemands ont avec les Balkans un contact permanent, les Français, intermittent ; les premiers abordent la péninsule par le Nord-Ouest continental, les seconds par le Sud-Est maritime ; les uns sont plus sensibles à une diversité héritée de l'Autriche, les autres encouragent dans chaque État un centralisme qui se trouve rappeler celui de l'Empire ottoman. Ces trois facteurs convergent vers un même résultat. La France s'oriente vers les Serbes en qui elle a trouvé des alliés au moment opportun, qui sont situés au sud-est de l'espace yougoslave, et qui sont les unificateurs de l'ensemble sud-slave ; les



Allemands sont plus proches des autres peuples : Slovènes, Croates, Bosniaques, Albanais, avec qui ils ont toujours été en contact, qui sont situés plus à l'ouest, et qui se défendent contre l'« unitarisme ».

## Le présent

25 Si ces oppositions ont éclaté au grand jour dans les années **1990**, c'est justement parce que dans les quatre décennies précédentes, les problèmes balkaniques avaient été oubliés et que ces préjugés contradictoires n'avaient alors pas été englobés dans la grande entreprise de révision critique des vieux contentieux qui accompagnait la réconciliation franco-allemande.

## Avant le conflit armé (1986-juin 1991)

26 Les divergences ont commencé à se manifester dès les années **1980**, dans ce qu'on peut appeler la période de latence du conflit yougoslave, quand, après la mort de Tito, les oppositions entre les républiques étaient déjà très sensibles sur le terrain, mais n'avaient pas encore pris une forme armée et échappaient à l'attention du grand public occidental.

27 De **1986** à **1990** (avant la chute du communisme et la réunification allemande), le conflit fut avant tout serbo-slovène. La Slovénie connaît un mouvement de démocratisation, avec diversification de l'opinion publique, émergence de mouvements alternatifs (écologistes, pacifistes, antimilitaristes, défenseurs des droits des homosexuels) ou proprement politiques (démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates) qui, on le remarquera, calquent plus ou moins l'échiquier politique allemand. La Serbie voit le triomphe d'un nationalisme revendicatif qui est d'abord le fait de l'opposition anticommuniste, mais qui, à partir de l'arrivée au pouvoir de **Slobodan MILOSEVIC** en **1986-1987**, est adopté et encouragé par le pouvoir communiste. Des deux côtés, on critique la bureaucratie étouffante, mais les remèdes proposés sont opposés : les Slovènes veulent plus de liberté et pour cela, plus d'autonomie encore pour chaque république, les Serbes revendiquent une fédération « **moderne** », c'est-à-dire recentralisée. Les évolutions démocratiques Slovènes rencontrent la sympathie de l'opinion allemande et autrichienne ; la « **révolution antibureaucratique serbe** » suscite les espoirs de la diplomatie française qui y voit une voie vers la sortie progressive du communisme et croit avoir trouvé en **MILOSEVIC** le **GORBATCHEV** yougoslave : les deux leaders sont arrivés au pouvoir en même temps (**1986**), et fustigent tous deux la « stagnation » (*zastoj*, en serbe comme en russe). Bref, les Allemands attendent une révolution de velours slovène, les Français une *perestroïka* serbe. On discerne mal des deux côtés les potentialités de conflit violent.

28 **1989** et le début de **1990** sont fertiles en événements : la démocratisation russe s'accélère, le communisme s'effondre en quelques mois dans six pays d'Europe de l'Est, l'Allemagne est réunifiée. La donne européenne est soudain changée, l'URSS affaiblie, l'Allemagne renforcée. Sur le terrain yougoslave, la Ligue des communistes yougoslaves éclate, la Serbie supprime l'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine, la Slovénie et la Croatie

connaissent des élections libres qui, dans ce dernier pays, amènent au pouvoir le HDZ nationaliste.

29 Mais ce n'est pas cette évolution locale qui attire l'attention des observateurs occidentaux, c'est la transformation soudaine de l'ensemble du théâtre européen. En France (et en Grande-Bretagne) naît une inquiétude devant le surcroît de puissance de l'Allemagne : non seulement par sa réunification, mais aussi par l'influence prépondérante qu'elle risque d'exercer sur les pays nouvellement libérés d'Europe centrale et orientale, où elle est économiquement dominante alors que la France est relativement peu présente. Jusque-là, la France, et plus particulièrement **François MITTERRAND**, avait toujours joué la solidarité européenne, et d'abord franco-allemande, contre la menace soviétique et contre le système dit « de Yalta ». Ceux-ci disparus, la France pouvait être tentée de revenir aux systèmes diplomatiques du début du siècle, avec « alliances de revers » contre l'Allemagne. Elle ne va pas jusque-là, mais on note tout de même de nombreuses initiatives de **MITTERRAND** tendant à préserver certains éléments de Yalta au détriment de l'Allemagne et des pays d'Europe centrale : ses déclarations tendant à freiner l'unification de l'Allemagne, sa visite officielle à Berlin-Est au lendemain de la chute du mur ; plus tard en juin **1991**, son projet de « confédération européenne » dont l'objectif avoué était de remettre aux calendes grecques (« **des dizaines et des dizaines d'années** ») l'intégration dans l'Union européenne des pays d'Europe centrale et qui fut pour cette raison accueilli avec hostilité dans tous ces pays ; enfin en août **1991**, son allocution télévisée consécutive au *putsch* de Moscou marquant explicitement son acceptation de la chute de **GORBATCHEV** et de la restauration projetée par les putschistes du système soviétique. Au moment même où le président français force l'unification européenne en préparant le traité de Maastricht, il manœuvre aussi de diverses façons, quoique sans succès, pour préserver l'architecture géopolitique qui est en train de s'effondrer, afin de contrer l'influence allemande.

30 Dans ces conditions, l'unité de la Yougoslavie représente d'abord, aux yeux du président, un élément de cet ordre établi qu'il cherche à préserver et qui, en l'occurrence, se confond avec l'ordre de Versailles, jadis patronné par la France. La rupture de cette unité se ferait au détriment de la Serbie, alliée historique de la France, et au profit des Slovènes et des Croates, traditionnellement plus proches du monde germanique. La désinformation régnante, les traditions existantes empêchent le Quai d'Orsay de voir la responsabilité primordiale des dirigeants serbes dans la crise. Comme en 1918, Paris fait mal la distinction entre le projet yougoslave et le projet grand-serbe.

- **4** Interview à la *Franfurter Allgemeine Zeitung*, 29/11/1991 (dix jours après la prise de Vukovar par (...))
- **5** *Le Monde*, 9/02/1993. On trouvera d'autres citations du même genre dans Patrice Canivez, « La Franc (...)

31 La sympathie traditionnelle pour les Serbes joue aussi un grand rôle. Elle est exprimée à maintes reprises par le président lui-même, par exemple en novembre **1991** « **la Croatie appartenait au bloc nazi, pas la Serbie**<sup>4</sup> » ou en février **1993** : « **La France n'a pas été, n'est pas et ne sera pas anti-serbe**<sup>5</sup> ».

32 S'agissant de la France, on voudrait pouvoir décrire, après les positions gouvernementales, celles de l'opinion publique. Mais en fait celle-ci, avant le déclenchement de la crise, reste totalement indifférente et sous-informée.

33 Il en va autrement en Allemagne. Dès **1990**, une part importante de l'opinion allemande est sensible aux difficultés surgies dans le sud du bassin danubien. L'émigration croate est présente et se fait entendre, la proximité culturelle avec les anciens sujets des Habsbourgs se fait sentir, l'antipathie datant de la première guerre mondiale pour les Serbes joue son rôle. Mais ce sont surtout des souvenirs plus récents qui agissent. Les Allemands viennent juste d'expérimenter l'exercice du droit à l'autodétermination arraché par la pression populaire à un pouvoir communiste, celui de la RDA. Pourquoi ce droit dont ont joui leurs propres compatriotes serait-il refusé aux Slovènes ou aux Croates ? L'Allemagne, un demi-siècle auparavant, a opprimé féroce­ment d'autres peuples : ne doit-elle pas aujourd'hui manifester sa conversion définitive à la démocratie, en soutenant la cause des peuples qui veulent se libérer ? Ces diverses tendances et divers arguments sont la base d'une campagne de presse lancée en faveur des Slovènes et des Croates, particulièrement par la *Franfurter Allgemeine Zeitung* et son directeur, Johann-Georg **REISSMÜLLER**, très proche de la Croatie.

- **6** Certains de ces textes sont cités dans Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Paris. Fayard. 1 (...)

34 En ce qui concerne les dirigeants, la position allemande a été souvent mal interprétée. Nous ne parlerons pas de la propagande serbe qui a mené pendant plusieurs années une campagne anti-allemande caricaturale, pratiquant l'amalgame systématique entre le Reich nazi et la RFA, et accusant l'Allemagne de vouloir bâtir un « IV<sup>e</sup> Reich » en reconstituant la « **Mitteleuropa** » politique<sup>6</sup>. Mais en France même on a souvent, à cette époque, pensé que l'Allemagne cherchait à profiter de la chute du communisme pour rétablir son ancienne hégémonie économique et politique sur l'ensemble de l'Europe centrale et des Balkans, prenant ainsi sa revanche sur le traité de Versailles. En fait, il est vrai que tous les pays de cette zone sont sous la dépendance économique et monétaire de l'Allemagne, leur premier client, premier fournisseur, premier investisseur et premier débouché réel ou potentiel de leur main-d'œuvre. Mais cette domination découle des réalités économiques elles-mêmes (et, en partie, du peu d'activité dans cette région des autres pays européens occidentaux, sauf l'Italie). Elle n'a pas besoin de relais politiques pour s'exercer. Elle est également forte dans tous les pays de la région (et même en Russie), quels qu'aient été leurs rapports politiques traditionnels ou actuels avec l'Allemagne, et sur le terrain yougoslave, elle n'est pas moins réelle en Serbie que dans les autres républiques. Elle aurait pu aussi bien s'exercer dans le cadre d'une Yougoslavie restée unie que dans celui d'un pays divisé. C'est le Premier ministre fédéral, **Ante MARKOVIC**, qui, dès **1990**, a pour la première fois rattaché le dinar yougoslave au Mark.

35 Aussi la diplomatie allemande n'avait-elle jamais, avant le début du conflit en **1991**, mis en cause l'unité de la Yougoslavie. Mais elle prenait au sérieux la structure fédérale, presque confédérale, issue de la Constitution yougoslave de 1994 ; le conflit interne entre « **centralistes** », partisans d'une « **fédération moderne** », et « **décentralisateurs** »,

tendant à une distension du lien fédéral, ne lui échappait pas, et elle montrait plus de compréhension pour les seconds.

## La guerre en Slovénie et Croatie (juin 1991- janvier 1992)

36 C'est la véritable période de crise aiguë franco-allemande. Soudain, le 27 juin **1991**, à une série de conflits et de décisions politiques qui avaient culminé dans la déclaration d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie (25 juin) succède l'intervention militaire de l'Armée fédérale yougoslave contre la première de ces républiques, puis le mois suivant, contre la seconde, avec dans cette dernière, combats acharnés, bombardements aériens, massacres, destructions, nombreuses victimes : première guerre en Europe depuis 45 ans. Du jour au lendemain, la Yougoslavie fait irruption à la une des journaux. Les gouvernements ont des décisions urgentes à prendre, l'opinion peut de moins en moins ignorer le problème.

- **7** Sur les illusions de l'ambassadeur Michel Châtelais (aujourd'hui décédé), voir notamment le témoignage (...)
- **8** En 1992 encore, l'ambassadeur Christian Lambert, chef de la délégation française dans la mission (...)

37 Mais les deux pays abordent cette situation dans une position dissymétrique. Le gouvernement allemand a, semble-t-il, disposé d'une meilleure information préalable que son homologue français, totalement désinformé par son ambassadeur à Belgrade<sup>7</sup> et contribuant à sa propre désinformation<sup>8</sup>. Mais Bonn a disposé d'une moindre liberté d'action, parce qu'il a eu à compter avec une opinion publique très attentive à cette question. En France, au contraire, le public ne commencera à se forger un avis et à chercher à peser sur les décisions du gouvernement qu'à partir de l'été **1992**, quand les témoignages sur les atrocités serbes en Bosnie se seront suffisamment accumulés pour briser l'indifférence. Jusque-là, la politique **mitterrandienne** a pu se développer sans aucune interférence de l'opinion publique française, dans un vide quasi monarchique.

38 D'emblée, ce sont deux analyses opposées de la situation qui ont cours dans les deux pays. Pour Paris, la Yougoslavie est un donné du droit international, son unité doit être conservée à tout prix. Quiconque cherche à briser cette unité est coupable, d'où hostilité aux républiques « **sécessionnistes** », jugées responsables de la crise. On ne tient pas compte de tout l'arrière-plan du conflit, de la légitimité démocratique des gouvernements des républiques, du conflit depuis des années sur la structure de l'État, de toutes les initiatives déjà prises dans ce conflit par la partie serbe. Toute action du gouvernement central tendant à rétablir cette unité est tenue *a priori* pour légitime. Les autorités des républiques, bien qu'elles soient légales et démocratiquement élues, et qu'elles soient un élément déterminant de toute solution possible, sont ignorées par la France : une délégation officielle slovène venue à Paris est éconduite en mai **1991**.

- **9** *Le Figaro*. 9/09/1994.

39 D'autre part, la Yougoslavie, censée être la seule réalité préexistante, est considérée comme *tabula rasa*. Les frontières séparant les républiques sont considérées comme des « **frontières administratives** » (expression employée par **Roland DUMAS** à la télévision en septembre **1991**, et reprise plus tard par **François MITTERRAND** lui-même<sup>9</sup>). On reconnaît là la position centraliste traditionnelle en France : ce qui n'est pas frontière internationale n'est rien et peut être modifié à volonté. La notion de frontière entre des unités fédérales, garanties non par des traités internationaux, mais par des textes constitutionnels internes et tout aussi inviolables, n'est pas admise. Si donc on finit par admettre la « sécession » de certaines parties du pays, les frontières de ces nouveaux États peuvent être tracées selon de nouveaux principes.

40 C'est dire que, dans ses présupposés initiaux, la position française ne se distingue en rien de celle des nationalistes serbes les plus extrêmes. On reconnaît l'alternative qui est la leur : ou bien la Yougoslavie se maintient telle quelle, ce qui, vu le conflit existant, suppose en fait la mise au pas des républiques récalcitrantes ; ou bien, si on se résigne à la sécession, les frontières doivent être révisées, ce qui, en Croatie, ne peut se faire qu'au profit des Serbes. La diplomatie française sera amenée à en rabattre sur ces positions théoriques de départ, mais ce sera seulement sous la pression internationale et sous celle de faits évidents qui ont d'abord été niés.

41 L'analyse allemande est diamétralement opposée. Là aussi, le maintien d'une Yougoslavie unie est jugée souhaitable, tant qu'elle paraît possible et qu'on peut espérer régler les conflits par une négociation. Mais la légitimité fondamentale est dans les républiques qui étaient déjà quasi indépendantes de par la Constitution de **1974**, et qui ont en outre reçu l'onction démocratique par les élections de **1990** (alors que les autorités fédérales sont issues de l'ancien système communiste). Mais le conflit a changé de nature dès lors que le pouvoir central a eu recours à la force armée contre ces autorités démocratiquement élues. Par cet acte, le pouvoir fédéral s'est délégitimé lui-même, et on se retrouve en présence d'un conflit entre des républiques qui doit être réglé selon les normes du droit international : négociation entre les acteurs pour mettre fin au conflit, pas de modification des frontières par la force. Le maintien d'une certaine forme, à déterminer, d'unité yougoslave ne pourrait être que le point d'aboutissement de telles négociations, sinon il faudra reconnaître les républiques qui le souhaitent comme États indépendants.

42 On reconnaît l'opposition traditionnelle des points de vue : la France part du postulat de l'unité, l'Allemagne de celui de la diversité.

43 Cette divergence fut masquée dans les premières semaines par la facilité avec laquelle une médiation européenne parvint à régler le conflit slovène. Dès la mi-juillet était signé à Brioni, sous le patronage de la présidence tripartite européenne (Luxembourg, Italie, Pays-Bas), un accord par lequel l'armée fédérale évacuait la Slovénie, tandis qu'un « **moratoire** » de trois mois était imposé aux déclarations d'indépendance. Ce succès était dû en fait à une convergence provisoire d'intérêts entre Serbes et Slovènes, au détriment à la fois de la fédération et de la Croatie. L'opération militaire contre la Slovénie avait été voulue par le gouvernement fédéral (**MARKOVIC**), non par la Serbie (**MILOSEVIC**). En se résignant à abandonner la Slovénie, où il n'existe pas de minorité serbe, les Serbes renforcent leur

emprise sur l'ensemble de la fédération, isolent la Croatie et espèrent pouvoir plus facilement amputer son territoire. Les dirigeants serbes ont déjà fait leur deuil de l'option « **yougoslave** » (maintien de la fédération) et s'orientent vers l'option « **grand-serbe** » (création d'un État serbe agrandi). Mais la survie formelle de la fédération, assurée provisoirement par le moratoire, leur est utile pour s'assurer une légitimité.

44Cependant en Europe occidentale, cet accord fut attribué aux mérites propres de l'Union européenne, qui apparut comme la panacée pour résoudre tous les conflits. Les six mois suivants montreront que la même méthode de conciliation n'est pas applicable au problème croate (et plus tard bosniaque) et scelleront la faillite de l'Union européenne dans ce domaine.

45Pendant ces six mois, les dissensions franco-allemandes se polariseront sur le problème de la reconnaissance des indépendances. L'Allemagne y est favorable et la France hostile en fonction des positions théoriques exposées précédemment : légitimité de principe accordée par l'une aux républiques, par l'autre à la fédération. Bonn juge la restauration de la fédération impossible, Paris l'espère encore (et se trouve ainsi en retard sur Belgrade, qui en a déjà fait son deuil). Pour Bonn, la reconnaissance, transférant le conflit dans le domaine du droit international, priverait de tout fondement légal l'action militaire yougoslave en Croatie et les tentatives de modification des frontières, et donnerait aux instances internationales le moyen légal d'intervenir. Pour Paris, la reconnaissance priverait les négociateurs d'un moyen de pression sur la Croatie pour l'obliger, soit à accorder plus de droits à sa minorité serbe, soit à accepter des cessions de territoire. Du point de vue allemand, la reconnaissance offrirait une protection légale non seulement à la Croatie, mais aussi aux autres républiques qui se préparent à proclamer aussi leur indépendance : Bosnie, Macédoine. Pour les Français, le maintien au moins formel de la fédération serait le seul moyen de ne pas précipiter les choses en Bosnie et d'éviter la proclamation de l'indépendance de cette république qui déboucherait sur un nouveau conflit. Pratiquement, **KOHL** et **GENSCHER** tiennent à doter la communauté internationale d'un moyen de pression qui lui manque sur les Serbes, **MITTERRAND** et **DUMAS** à ne pas la priver de celui qu'elle possède déjà sur les Croates et, préventivement, sur les Bosniaques.

46Les positions de départ étant si tranchées, on aurait pu craindre le pire conflit. Mais, fort heureusement, les deux gouvernements donnèrent la priorité au maintien de l'entente européenne et à la définition d'une ligne commune dans le cadre des institutions communautaires. Cette politique évitait au moins l'éclatement de l'Union, mais la condamnait à l'impuissance.

47Les instances européennes réussirent, au cours de l'automne **1991**, à définir certains principes théoriques : l'indépendance des républiques qui le souhaitent, doit être reconnue au terme d'un processus de négociations, leurs frontières sont déclarées intangibles, mais elles doivent garantir les droits de leurs minorités comme préalables à leur reconnaissance. Les deux premiers principes répondent aux vœux de Bonn, le troisième va dans le sens souhaité par Paris.

48 Pendant ce temps, la conquête par les Serbes de fragments du territoire de la Croatie se poursuit (des massacres de populations croates dans la Banija en août jusqu'à la chute de Vukovar en novembre), les Serbes ont donc intérêt à faire traîner les négociations en longueur, et effectivement, la Serbie est seule à refuser le plan de paix proposé par le médiateur européen, Lord **CARRINGTON**, le 18 octobre. La diplomatie allemande veut qu'un délai soit fixé, au-delà duquel la reconnaissance interviendra même sans accord : c'est en ce sens que le chancelier Kohl parle de « **reconnaissance avant Noël** ». La France, de son côté, souhaite rendre plus contraignant le lien prévu entre la reconnaissance des républiques et la reconnaissance par elles de certains droits à leurs minorités. Elle l'obtient par la création de la « **Commission BADINTER** », chargée de définir les conditions que l'Union européenne doit mettre à la reconnaissance.

49 Les négociations intereuropéennes aboutissent à la réunion du 16 décembre **1991** à Bruxelles, où l'Union européenne décide la reconnaissance commune des indépendances à la date du 15 janvier **1992**, sous réserve d'avis favorable de la Commission Badinter. C'est ici que se place le fameux « cavalier seul » de l'Allemagne. Celle-ci décide d'établir au 15 janvier des relations diplomatiques effectives avec la Slovénie et la Croatie, et pour cela de reconnaître leurs indépendances dès le 23 décembre (« **avant Noël** »). Elle préjuge ainsi de l'avis de la Commission **BADINTER** qui, un peu plus tard, ne recommandera pour la Croatie qu'une reconnaissance conditionnelle, et elle place ses partenaires devant le fait accompli. Les autres pays, dont la France, reconnaîtront les indépendances à la date prévue, le 15 janvier **1992**.

**50 L'Allemagne n'a donc anticipé que de trois semaines sur l'application d'une décision prise en commun par tous les pays européens, qui de toute façon ne faisait que prendre acte d'une situation devenue depuis longtemps irréversible. Mais elle l'a fait dans des conditions douteuses qui n'ont cessé depuis d'alimenter les polémiques.**

## **La guerre, puis la paix incertaine en Bosnie (1992-1997)**

51 Janvier **1992** a marqué, en apparence, une victoire de la diplomatie allemande puisque les autres pays européens, dont la France, se sont ralliés, quoique de mauvais gré, à la position de Bonn. Le même mois voit l'arrêt des combats en Croatie, ce que certains interpréteront, probablement à tort, comme une conséquence du signal ferme adressé aux Serbes par les reconnaissances. Mais les mois suivants (mars et avril) voient la déclaration d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, immédiatement suivie par sa reconnaissance internationale et par le déclenchement de l'agression serbe contre elle. Il apparaît donc que, pour préserver une république yougoslave de la catastrophe, la reconnaissance de son indépendance ne suffise pas, il faudrait aussi une volonté de protéger, au besoin par les armes, cette indépendance. Or, l'Allemagne est justement le pays qui se refuse absolument à tout engagement militaire, qui lui serait d'ailleurs interdit par sa Constitution : d'où, à

partir de **1992**, effacement du rôle de l'Allemagne dans le conflit yougoslave. Cet effacement coïncide aussi avec le remplacement de **Hans-Dietrich GENSCHER** par **Klaus KINDEL** comme ministre des Affaires étrangères.

52Inversement, la France, et avec elle la Grande-Bretagne, accepte volontiers d'envoyer des troupes en Bosnie, mais ces deux pays sont bien décidés à ne rien faire pour dissuader l'agression, et à limiter leur action à des missions humanitaires.

53Donc, tous les grands pays européens se rejoignent, pour des raisons diverses, dans une commune inertie, qui est aussi celle de toute la communauté internationale, malgré l'élaboration de plans de paix que personne n'aura la volonté d'imposer. Cette inertie ne prendra fin qu'avec l'initiative des États-Unis qui imposent d'abord, en mars **1994**, la fin du conflit croato-bosniaque par les accords de Washington ; puis en novembre **1995**, la pacification générale de la Bosnie par les accords de Dayton ; qui, enfin, après une nouvelle période d'inertie, tentent depuis le début de **1997** d'imposer une application réelle des clauses politiques de ces accords.

54Les Européens jouent cependant un certain rôle dans ces évolutions. L'Allemagne participe, aux côtés des États-Unis, aux pressions sur les Bosniaques et surtout sur les Croates pour aboutir aux accords de Washington. Les clauses territoriales des accords de Dayton sont en grande partie reprises du projet du « groupe de contact » auquel la France et l'Allemagne ont participé, corrigées un peu plus tard par le « plan **JUPPE-KINDEL** ». La politique française devient moins nettement pro-serbe après l'élection de **Jacques CHIRAC** en mai **1995**, et ce changement lève un des principaux obstacles à l'action militaire de l'OTAN qui, en août-septembre de la même année, est le préalable nécessaire à Dayton. Le problème yougoslave n'est plus un véritable contentieux franco-allemand. Quand, au début de **1996**, la France fait à son tour « **cavalier seul** » en envoyant, avant tous les autres pays, un ambassadeur à Belgrade, les autres pays européens, dont l'Allemagne, lui emboîtent le pas immédiatement.

55Du côté des opinions publiques, on remarquera un fait nouveau dans cette période. Avec la mise en évidence des atrocités serbes en Bosnie, c'est désormais en France que s'élève un important mouvement d'opinion qui reprend la tradition bien française de défense des grandes causes, avec participation active de nombreux intellectuels en vue, manifestations, campagnes de presse. Ce courant reste à peu près sans effet sous la présidence de **MITTERRAND**, mais exerce peut-être une certaine influence sur les premières décisions de **CHIRAC** dans ce domaine. Rien de pareil ne se produit alors en Allemagne, où le mouvement d'opinion plus classique de **1991** est retombé.

56Sur le plan des principes, les conceptions proclamées depuis le début par l'Allemagne ont théoriquement triomphé, puisque l'indépendance de toutes les républiques et l'intégrité de leurs frontières sont proclamées par toute la communauté internationale. Mais la complaisance française pour le point de vue serbe a trouvé son expression dans la reconnaissance par cette même communauté de la « **Republika Srpska** », recouvrant **49 %** du territoire de la Bosnie-Herzégovine. La contradiction entre l'intégrité plus ou moins



fictive de la Bosnie et sa division réelle en deux (ou trois) entités à base ethnique est au cœur de la solution mise en œuvre à Dayton.

57 On conclura que la poussée de fièvre survenue dans les relations franco-allemandes en **1991** a été fort heureusement résorbée. Elle était fondée sur des représentations anachroniques, et la volonté de construire l'Union européenne l'a emporté. Mais le prix de ce conflit est pour ladite Union, sa réduction à l'impuissance et, pratiquement, son éviction politique de cette région au profit des États-Unis ; et pour toutes les populations de Croatie, puis de Bosnie, une catastrophe sans précédent depuis un demi-siècle.

## NOTES

1 G. Krivokapic, « Politique intérieure du royaume des Serbes, Croates et Slovènes (SCS) vue par les Français à l'époque de sa constitution en 1918-1921 », in *Jugolovensko-francuski odnosi – Rapports franco-yougoslaves*, Istorijski Institut, Beograd, Zbornik radova, Knj., 1990, p. 255.

2 Sur les rapports entre de Gaulle et Mihailovic, voir Predrag Matvejevitich, *Le monde ex*, Paris, Fayard, 1996, p. 170-171.

3 Joseph Krulic, *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 1993, p. 213.

4 Interview à la *Franfurter Allgemeine Zeitung*, 29/11/1991 (dix jours après la prise de Vukovar par les Serbes et les massacres massifs qui l'avaient accompagnée).

5 *Le Monde*, 9/02/1993. On trouvera d'autres citations du même genre dans Patrice Canivez, « La France ambiguë : des paroles et des actes », in *Dernière guerre balkanique ? Ex-Yougoslavie : témoignages, analyses, perspectives*, sous la direction du général Jean Cot, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 187-194.

6 Certains de ces textes sont cités dans Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Paris, Fayard, 1992, p. 350-352.

7 Sur les illusions de l'ambassadeur Michel Châtelais (aujourd'hui décédé), voir notamment le témoignage de Jacques Juillard, *Ce fascisme qui vient*, Paris, Seuil, 1994, p. 130-131.

8 En 1992 encore, l'ambassadeur Christian Lambert, chef de la délégation française dans la mission européenne de contrôle en ex-Yougoslavie, ayant envoyé des rapports où il racontait simplement ce qu'il voyait de la guerre, se vit rabroué par le Quay d'Orsay en ces termes : « Cessez d'envoyer des rapports défavorables aux Serbes » (Christian Lambert. « Comment nous avons pris parti ». *Valeurs actuelles*. 8/04/1995).

9 *Le Figaro*. 9/09/1994.